

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 808

[99/09268]

10 FEVRIER 1999. — Loi relative à la répression de la corruption

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'intitulé du livre II, titre IV, du Code pénal est remplacé par ce qui suit :

« Des crimes et délits contre l'ordre public, commis par des personnes qui exercent une fonction publique ou par des ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère. »

Art. 3. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre III du livre II, titre IV, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III. Du détournement, de la concussion et de la prise d'intérêt commis par des personnes qui exercent une fonction publique. »

§ 2. Les articles 240 à 243 du même Code sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 240. Sera punie de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de 500 francs à 100 000 francs toute personne exerçant une fonction publique qui aura détourné des deniers publics ou privés, des effets en tenant lieu, des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains soit en vertu, soit à raison de sa fonction.

Art. 241. Sera punie de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de 500 francs à 100 000 francs toute personne exerçant une fonction publique, qui aura méchamment ou frauduleusement détruit ou supprimé des actes ou titres, dont elle était dépositaire en cette qualité, qui lui avaient été communiqués ou auxquels elle avait eu accès à raison de sa fonction.

Art. 242. Lorsqu'on aura soustrait ou détruit des pièces ou des actes de la procédure judiciaire, soit d'autres papiers, registres, supports informatiques ou magnétiques, actes ou effets contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, le dépositaire coupable de négligence sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 100 francs à 10 000 francs ou d'une de ces peines.

Art. 243. Toute personne exerçant une fonction publique, qui se sera rendue coupable de concussion, en ordonnant de percevoir, en exigeant ou recevant ce qu'elle savait n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers, revenus ou intérêts, pour salaires ou traitements, sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 50 000 francs ou d'une de ces peines, et pourra être condamnée, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'article 33.

La peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans et une amende de 500 francs à 100 000 francs, si la concussion a été commise à l'aide de violences ou de menaces. »

§ 3. L'article 244 du même Code est abrogé.

§ 4. L'intitulé « Disposition particulière » de l'article 245 du même Code est supprimé.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 808

[99/09268]

10 FEBRUARI 1999. — Wet betreffende de bestrafing van corruptie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Het opschrift van boek II, titel IV, van het Strafwetboek wordt vervangen als volgt :

« Misdaden en wanbedrijven tegen de openbare orde, gepleegd door personen die een openbaar ambt uitoefenen of door bedienaren der erediensdiensten in de uitoefening van hun bediening. »

Art. 3. § 1. Het opschrift van hoofdstuk III van boek II, titel IV, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk III. Verduistering, knevelarij en belangenneming gepleegd door personen die een openbaar ambt uitoefenen. »

§ 2. De artikelen 240 tot 243 van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« Art. 240. Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van 500 frank tot 100 000 frank wordt gestraft iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die openbare of private gelden, geldswaardige papieren, stukken, effecten, akten, roerende zaken verduistert, welke hij uit kracht of uit hoofde van zijn ambt onder zich heeft.

Art. 241. Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van 500 frank tot 100 000 frank wordt gestraft iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die akten of titels waarvan hij in die hoedanigheid de bewaarder is, die hem zijn bezorgd of waartoe hij uit hoofde van zijn ambt toegang heeft gehad, kwaadwillig of bedrieglijk vernietigt of wegmaakt.

Art. 242. Wanneer stukken of gerechtelijke procesakten, ofwel andere papieren, registers, geïnformatiseerde of magnetische dragers, akten of voorwerpen die in archieven, griffies of openbare bewaarplaatsen berusten, of die aan een openbaar bewaarder in die hoedanigheid zijn toevertrouwd, worden ontvreemd of vernietigd, wordt de nalatige bewaarder gestraft met gevangenisstraf van een maand tot zes maanden en met geldboete van 100 frank tot 10 000 frank of met één van die straffen.

Art. 243. Iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die zich schuldig maakt aan knevelarij, door bevel te geven om rechten, taksen, belastingen, gelden, inkomsten of interesten, lonen of wedden te innen, of door die te vorderen of te ontvangen, wetende dat zij niet verschuldigd zijn of het verschuldigde te boven gaan, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van 100 frank tot 50 000 frank of met één van die straffen, en hij kan bovendien, overeenkomstig artikel 33, worden veroordeeld tot ontzetting van het recht om openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen.

De straf is opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 frank tot 100 000 frank, indien de knevelarij met behulp van geweld of van bedreiging is gepleegd. »

§ 3. Artikel 244 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

§ 4. Het opschrift « Bijzondere bepaling » van artikel 245 van hetzelfde Wetboek wordt geschrapt.

§ 5. L'article 245 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 245. Toute personne exerçant une fonction publique, qui, soit directement, soit par interposition de personnes ou par actes simulés, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont elle avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, ou qui, ayant mission d'ordonner le paiement ou de faire la liquidation d'une affaire, y aura pris un intérêt quelconque, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 50 000 francs ou d'une de ces peines, et pourra, en outre, être condamnée à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'article 33.

La disposition qui précède ne sera pas applicable à celui qui ne pouvait, en raison des circonstances, favoriser par sa position ses intérêts privés, et qui aura agi ouvertement. »

Art. 4. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre IV du livre II, titre IV, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre IV. De la corruption de personnes qui exercent une fonction publique. »

§ 2. Les articles 246 à 252 du même Code sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 246. § 1^{er}. Est constitutif de corruption passive le fait pour une personne qui exerce une fonction publique de solliciter ou d'accepter, directement ou par interposition de personnes, une offre, une promesse ou un avantage de toute nature, pour elle-même ou pour un tiers, pour adopter un des comportements visés à l'article 247.

§ 2. Est constitutif de corruption active le fait de proposer, directement ou par interposition de personnes, à une personne exerçant une fonction publique une offre, une promesse ou un avantage de toute nature, pour elle-même ou pour un tiers, afin qu'elle adopte un des comportements visés à l'article 247.

§ 3. Est assimilée à une personne qui exerce une fonction publique au sens du présent article toute personne qui s'est portée candidate à une telle fonction, qui fait croire qu'elle exercera une telle fonction, ou qui, en usant de fausses qualités, fait croire qu'elle exerce une telle fonction.

Art. 247. § 1^{er}. Lorsque la corruption a pour objet l'accomplissement par la personne qui exerce une fonction publique d'un acte de sa fonction, juste mais non sujet à salaire, la peine sera un emprisonnement de six mois à un an et une amende de 100 francs à 10 000 francs ou une de ces peines.

Lorsque, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la sollicitation visée à l'article 246, § 1^{er}, est suivie d'une proposition visée à l'article 246, § 2, de même que dans le cas où la proposition visée à l'article 246, § 2, est acceptée, la peine sera un emprisonnement de six mois à deux ans et une amende de 100 francs à 25 000 francs ou une de ces peines.

§ 2. Lorsque la corruption a pour objet l'accomplissement par la personne qui exerce une fonction publique d'un acte injuste à l'occasion de l'exercice de sa fonction ou l'abstention de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs, la peine sera un emprisonnement de six mois à deux ans et une amende de 100 francs à 25 000 francs.

Lorsque, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la sollicitation visée à l'article 246, § 1^{er}, est suivie d'une proposition visée à l'article 246, § 2, de même que dans le cas où la proposition visée à l'article 246, § 2, est acceptée, la peine sera un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 100 francs à 50 000 francs.

Dans le cas où la personne corrompue a accompli l'acte injuste ou s'est abstenue de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs, elle sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 75 000 francs.

§ 3. Lorsque la corruption a pour objet l'accomplissement par la personne qui exerce une fonction publique d'un crime ou d'un délit à l'occasion de l'exercice de sa fonction, la peine sera un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 100 francs à 50 000 francs.

Lorsque, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la sollicitation visée à l'article 246, § 1^{er}, est suivie d'une proposition visée à l'article 246, § 2, de même que dans le cas où la proposition visée à l'article 246, § 2, est acceptée, la peine sera un emprisonnement de deux ans à cinq ans et une amende de 500 francs à 100 000 francs.

§ 5. Artikel 245 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 245. Iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenpersonen of door schijnhandelingen, enig belang, welk het ook zij, neemt of aanvaardt in de verrichtingen, aanbestedingen, aannemingen of werken in regie waarover hij ten tijde van de handeling geheel of ten dele het beheer of het toezicht had, of die, belast met de ordonnanciering van de betaling of de vereffening van een zaak, daarin enig belang neemt, wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar, en met geldboete van 100 frank tot 50 000 frank of met één van die straffen en hij kan bovendien, overeenkomstig artikel 33, worden veroordeeld tot ontzetting van het recht om openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen.

De voorafgaande bepaling is niet toepasselijk op hem die in de gegeven omstandigheden zijn private belangen door zijn betrekking niet kon bevorderen en openlijk heeft gehandeld. »

Art. 4. § 1. Het opschrift van hoofdstuk IV van boek II, titel IV, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk IV. Omkoping van personen die een openbaar ambt uitoefenen. »

§ 2. De artikelen 246 tot 252 van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« Art. 246. § 1. Passieve omkoping bestaat in het feit dat een persoon die een openbaar ambt uitoefent, rechtstreeks of door tussenpersonen, voor zichzelf of voor een derde, een aanbod, een belofte of een voordeel van welke aard dan ook vraagt of aanneemt om een van de in artikel 247 bedoelde gedragingen aan te nemen.

§ 2. Actieve omkoping bestaat in het rechtstreeks of door tussenpersonen voorstellen aan een persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een aanbod, een belofte of een voordeel van welke aard dan ook voor zichzelf of voor een derde om een van de in artikel 247 bedoelde gedragingen aan te nemen.

§ 3. Met een persoon die een openbaar ambt uitoefent in de zin van dit artikel wordt gelijkgesteld elke persoon die zich kandidaat heeft gesteld voor een dergelijk ambt, die doet geloven een dergelijk ambt te zullen uitoefenen of die, door gebruik te maken van valse hoedanigheden, doet geloven een dergelijk ambt uit te oefenen.

Art. 247. § 1. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en een geldboete van 100 frank tot 10 000 frank of één van die straffen.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 frank tot 25 000 frank of één van die straffen.

§ 2. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een onrechtmatige handeling naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt of het nalaten van een handeling die tot zijn ambtsplichten behoort tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 frank tot 25 000 frank.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval dat voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 frank tot 50 000 frank.

Ingeval de omgekochte persoon de onrechtmatige handeling heeft verricht of nagelaten heeft een handeling te verrichten die tot zijn ambtsplichten behoort, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van 100 frank tot 75 000 frank.

§ 3. Indien de omkoping het plegen door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een misdaad of een wanbedrijf naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 frank tot 50 000 frank.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 frank tot 100 000 frank.

§ 4. Lorsque la corruption a pour objet l'usage par la personne qui exerce une fonction publique de l'influence réelle ou supposée dont elle dispose du fait de sa fonction, afin d'obtenir un acte d'une autorité ou d'une administration publiques ou l'abstention d'un tel acte, la peine sera un emprisonnement de six mois à un an et une amende de 100 francs à 10 000 francs.

Lorsque, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la sollicitation visée à l'article 246, § 1^{er}, est suivie d'une proposition visée à l'article 246, § 2, de même que dans le cas où la proposition visée à l'article 246, § 2, est acceptée, la peine sera un emprisonnement de six mois à deux ans et une amende de 100 francs à 25 000 francs.

Si la personne corrompue a effectivement usé de l'influence dont elle disposait du fait de sa fonction, elle sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 50 000 francs.

Art. 248. Lorsque les faits prévus aux articles 246 et 247, §§ 1^{er} à 3, visent un fonctionnaire de police, une personne revêtue de la qualité d'officier de police judiciaire ou un membre du ministère public, le maximum de la peine est porté au double du maximum de la peine prévue par l'article 247 pour les faits.

Art. 249. § 1^{er}. Lorsque la corruption prévue à l'article 246 concerne un arbitre et a pour objet un acte relevant de sa fonction juridictionnelle, la peine sera un emprisonnement d'un an à trois ans et une amende de 100 francs à 50 000 francs.

Lorsque, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la sollicitation visée à l'article 246, § 1^{er}, est suivie d'une proposition visée à l'article 246, § 2, de même que dans le cas où la proposition visée à l'article 246, § 2, est acceptée, la peine sera un emprisonnement de deux ans à cinq ans et une amende de 500 francs à 10 000 francs.

§ 2. Lorsque la corruption prévue à l'article 246 concerne un juge assesseur ou un juré et a pour objet un acte relevant de sa fonction juridictionnelle, la peine sera un emprisonnement de deux ans à cinq ans et une amende de 500 francs à 100 000 francs.

Lorsque, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la sollicitation visée à l'article 246, § 1^{er}, est suivie d'une proposition visée à l'article 246, § 2, de même que dans le cas où la proposition visée à l'article 246, § 2, est acceptée, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans et une amende de 500 francs à 100 000 francs.

§ 3. Lorsque la corruption prévue à l'article 246 concerne un juge et a pour objet un acte relevant de sa fonction juridictionnelle, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans et une amende de 500 francs à 100 000 francs.

Lorsque, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la sollicitation visée à l'article 246, § 1^{er}, est suivie d'une proposition visée à l'article 246, § 2, de même que dans le cas où la proposition visée à l'article 246, § 2, est acceptée, la peine sera la réclusion de dix ans à quinze ans et une amende de 500 francs à 100 000 francs.

Art. 250. § 1^{er}. Lorsque la corruption prévue par les articles 246 à 249 concerne une personne qui exerce une fonction publique dans un Etat étranger, les peines seront celles prévues par ces dispositions.

§ 2. La qualité de personne exerçant une fonction publique dans un autre Etat est appréciée conformément au droit de l'Etat dans lequel la personne exerce cette fonction. S'il s'agit d'un Etat non membre de l'Union européenne, cette qualité est seulement reconnue, aux fins d'application du § 1^{er}, si la fonction concernée est également considérée comme une fonction publique en droit belge.

Art. 251. § 1^{er}. Lorsque la corruption prévue par les articles 246 à 249 concerne une personne qui exerce une fonction publique dans une organisation de droit international public, les peines seront celles prévues par ces dispositions.

§ 2. La qualité de cette personne est appréciée conformément aux statuts de l'organisation de droit international public de laquelle elle relève.

Art. 252. Sans préjudice de l'application des articles 31 et 32, les personnes punies en vertu des dispositions du présent chapitre pourront également être condamnées à l'interdiction, conformément à l'article 33. »

§ 3. L'article 253 du même Code est abrogé.

§ 4. Indien de omkoping het gebruik tot doel heeft door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van de echte of vermeende invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikt om een handeling van een openbare overheid of een openbaar bestuur of het nalaten van die handeling te verkrijgen, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en een geldboete van 100 frank tot 10 000 frank.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 frank tot 25 000 frank.

Indien de omgekochte persoon de invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikte, effectief heeft aangewend, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van 100 frank tot 50 000 frank.

Art. 248. Wanneer de feiten bedoeld in de artikelen 246 en 247, §§ 1 tot 3, een politieambtenaar, een persoon met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of een lid van het openbaar ministerie betreffen, worden de omkoper en de omgekochte gestraft met een straf waarvan het maximum wordt gebracht op het dubbele van de straf die in artikel 247 voor de feiten is bepaald.

Art. 249. § 1. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een arbiter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van één jaar tot drie jaar en een geldboete van 100 frank tot 50 000 frank.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 frank tot 100 000 frank.

§ 2. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechter-assessor of een gezworene betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 frank tot 100 000 frank.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 frank tot 100 000 frank.

§ 3. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 frank tot 100 000 frank.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en een geldboete van 500 frank tot 100 000 frank.

Art. 250. § 1. Indien de in de artikelen 246 tot 249 bepaalde omkoping een persoon betreft die in een vreemde Staat een openbaar ambt uitoefent, zijn de straffen die welke in die bepalingen gesteld zijn.

§ 2. De hoedanigheid van persoon die in een andere Staat een openbaar ambt uitoefent, wordt beoordeeld overeenkomstig het recht van de Staat waar die persoon dat ambt uitoefent. Indien het een Staat betreft die geen lid is van de Europese Unie, wordt deze hoedanigheid voor de toepassing van § 1 enkel erkend, als het betreffende ambt ook beschouwd wordt als een openbaar ambt naar Belgisch recht.

Art. 251. § 1. Indien de in de artikelen 246 tot 249 bepaalde omkoping een persoon betreft die een openbaar ambt uitoefent in een internationaal publiekrechtelijke organisatie, zijn de straffen die welke in die bepalingen gesteld zijn.

§ 2. De hoedanigheid van deze persoon wordt beoordeeld overeenkomstig de statuten van de internationaal publiekrechtelijke organisatie waaronder hij ressorteert.

Art. 252. Zij die op grond van de bepalingen van dit hoofdstuk worden gestraft, kunnen ook worden veroordeeld tot ontzetting van rechten, overeenkomstig artikel 33 en onverminderd de artikelen 31 en 32. »

§ 3. Artikel 253 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 5. Dans le même Code, il est inséré au livre II, titre IX, chapitre II, une section *3bis*, comprenant les articles *504bis* et *504ter*, libellés comme suit :

« Section *3bis* : De la corruption privée

« Art. *504bis*. § 1^{er}. Est constitutif de corruption privée passive le fait pour une personne qui a la qualité d'administrateur ou de gérant d'une personne morale, de mandataire ou de préposé d'une personne morale ou physique, de solliciter ou d'accepter, directement ou par interposition de personnes, une offre, une promesse ou un avantage de toute nature, pour elle-même ou pour un tiers, pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction ou facilité par sa fonction, à l'insu et sans l'autorisation, selon le cas, du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, du mandant ou de l'employeur.

§ 2. Est constitutif de corruption privée active la fait de proposer, directement ou par interposition de personnes, à une personne qui a la qualité d'administrateur ou de gérant d'une personne morale, de mandataire ou de préposé d'une personne morale ou physique, une offre, une promesse ou un avantage de toute nature, pour elle-même ou pour un tiers, pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction ou facilité par sa fonction, à l'insu et sans l'autorisation, selon le cas, du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, du mandant ou de l'employeur.

Art. *504ter*. § 1^{er}. En cas de corruption privée, la peine sera un emprisonnement de six mois à deux ans et une amende de 100 francs à 10 000 francs ou une de ces peines.

§ 2. Dans le cas où la sollicitation visée à l'article *504bis*, § 1^{er}, est suivie d'une proposition visée à l'article *504bis*, § 2, de même, que dans le cas où la proposition visée à l'article *504bis*, § 2, est acceptée, la peine sera un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 100 francs à 50 000 francs ou une de ces peines. »

Art. 6. Dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale, il est inséré un article *10quater*, libellé comme suit :

« Article *10quater*. Pourra être poursuivie en Belgique toute personne qui aura commis hors du territoire :

1° une infraction prévue aux articles 246 à 249 du Code pénal;

2° une infraction prévue à l'article 250 du Code pénal, lorsqu'elle concerne une personne qui exerce une fonction publique dans un Etat membre de l'Union européenne.

La poursuite ne pourra avoir lieu dans ce dernier cas que sur l'avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité de cet Etat;

3° une infraction prévue à l'article 250 du Code pénal, lorsqu'elle concerne une personne qui exerce une fonction publique dans un Etat étranger autre que ceux visés au 2°.

La poursuite est subordonnée dans ce dernier cas à la condition que le fait soit puni par la législation du pays où il a été commis, et pour autant que la législation de cet Etat punisse également la corruption qui concerne une personne qui exerce une fonction publique en Belgique. Elle ne pourra en outre avoir lieu que sur l'avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité de cet Etat;

4° une infraction prévue à l'article 251 du Code pénal, lorsqu'elle concerne une personne qui exerce une fonction publique au sein d'une des institutions de l'Union européenne;

5° une infraction prévue à l'article 251 du Code pénal, lorsqu'elle concerne une personne qui exerce une fonction publique au sein d'une organisation de droit international public.

La poursuite ne pourra avoir lieu dans ce dernier cas que sur l'avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité compétente de cette organisation. »

Art. 7. L'article 58 du Code des impôts sur les revenus 1992 est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Cette autorisation ne peut être accordée en ce qui concerne l'obtention ou le maintien de marchés publics ou d'autorisations administratives. »

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt in boek II, titel IX, hoofdstuk II, een afdeling *3bis* ingevoegd, houdende de artikelen *504bis* en *504ter*, luidend als volgt :

« Afdeling *3bis* : Private omkoping

« Art. *504bis*. § 1. Passieve private omkoping bestaat in het feit dat een persoon die bestuurder of zaakvoerder van een rechtspersoon, lasthebber of aangestelde van een rechtspersoon of van een natuurlijke persoon is, rechtstreeks of door tussenpersonen, voor zichzelf of voor een derde, een aanbod, een belofte of een voordeel van welke aard dan ook vraagt of aanneemt, om zonder medeweten en zonder machtiging van, naar gelang van het geval, de raad van bestuur of de algemene vergadering, de lastgever of de werkgever, een handeling van zijn functie of een door zijn functie vergemakkelijkte handeling te verrichten of na te laten.

§ 2. Actieve private omkoping bestaat in het rechtstreeks of door tussenpersonen voorstellen aan een persoon die bestuurder of zaakvoerder van een rechtspersoon, lasthebber of aangestelde van een rechtspersoon of van een natuurlijke persoon is, van een aanbod, een belofte of een voordeel van welke aard dan ook voor zichzelf of voor een derde om zonder medeweten en zonder machtiging van, naar gelang van het geval, de raad van bestuur of de algemene vergadering, de lastgever of de werkgever, een handeling van zijn functie of een door zijn functie vergemakkelijkte handeling te verrichten of na te laten.

Art. *504ter*. § 1. In geval van private omkoping is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 frank tot 100 000 frank of één van die straffen.

§ 2. Indien de vraag bedoeld in artikel *504bis*, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel *504bis*, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel *504bis*, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 frank tot 50 000 frank of één van die straffen. »

Art. 6. In de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wordt een artikel *10quater* ingevoegd, luidende :

« Artikel *10quater*. Een persoon kan in België vervolgd worden wanneer hij zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt :

1° aan een misdrijf bepaald in de artikelen 246 tot 249 van het Strafwetboek;

2° aan een misdrijf bepaald in artikel 250 van het Strafwetboek, als het misdrijf een persoon betreft die een openbaar ambt uitoefent in een Lid-Staat van de Europese Unie.

In dit laatste geval kan de vervolging niet plaatshebben dan op een officieel bericht, door de overheid van deze Staat aan de Belgische overheid gegeven;

3° aan een misdrijf bepaald in artikel 250 van het Strafwetboek, als het misdrijf een persoon betreft die een openbaar ambt uitoefent in een andere Staat dan die bedoeld in het 2°.

In dit laatste geval is de vervolging onderworpen aan de voorwaarde dat het feit bestraft wordt door de wetgeving van het land waar het is gepleegd, en voor zover de wetgeving van deze Staat de omkoping die een persoon betreft die een openbaar ambt in België uitoefent, eveneens strafbaar stelt. Ze kan bovendien niet plaatshebben dan op een officieel bericht, door de overheid van deze Staat aan de Belgische overheid gegeven;

4° aan een misdrijf bepaald in artikel 251 van het Strafwetboek, als het misdrijf een persoon betreft die een openbaar ambt uitoefent bij een van de instellingen van de Europese Unie;

5° aan een misdrijf bepaald in artikel 251 van het Strafwetboek, als het misdrijf een persoon betreft die een openbaar ambt uitoefent in een internationale publiekrechtelijke organisatie.

In dit laatste geval kan de vervolging niet plaatshebben dan op een officieel bericht, door de bevoegde overheid van deze organisatie aan de Belgische overheid gegeven. »

Art. 7. Artikel 58 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Deze toestemming mag niet worden verleend voor het verwerven of behouden van overheidsopdrachten of van administratieve vergunningen. »

Art. 8. L'article 19, § 1^{er}, 1^o, d), de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux est remplacé par ce qui suit :

« d) Non-respect de l'interdiction de tout acte, convention ou entente de nature à fausser les conditions normales de la concurrence, prévues à l'article 11 de la loi du 24 décembre 1993, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, y compris les actes de corruption incriminés par les articles 246, 247, 250 et 251 du Code pénal. »

Art. 9. L'article 1^{er}, f), de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934, relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, remplacé par la loi du 4 août 1978 et modifié par la loi du 6 avril 1995, est complété par les mots « corruption privée ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session 1995.*

Sénat.

Documents parlementaires :

1-107-S.E.1995 :

N° 1 : Proposition de loi de M. Lallemand et consorts.

1-107-95/96 :

N° 2 : Addendum.

1-107-96/97 :

N° 3 : Amendements.

1-107-97/98 :

N° 4 : Amendements.

N° 5 : Rapport.

N° 6 : Texte adopté par la commission.

N^{os} 7 et 8 : Amendements.

N° 9 : Rapport complémentaire.

N° 10 : Texte corrigé par la commission après renvoi par la séance plénière.

N° 11 : Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 9 juillet 1998.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires.

1664-97/98 :

N° 1. : Projet transmis par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

82-1995 (S.E.)

N° 40 : Décision de la Commission parlementaire de concertation.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 3 et 4 février 1999.

Art. 8. Artikel 19, § 1, 1^o, d), van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken wordt vervangen als volgt :

« d) Niet-naleving van het verbod op handelingen, overeenkomsten of afspraken die de normale mededingingsvoorwaarden kunnen vertekenen, zoals bepaald in artikel 11 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met inbegrip van de daden van omkoping die strafbaar worden gesteld door de artikelen 246, 247, 250 en 251 van het Strafwetboek. »

Art. 9. Artikel 1, f), van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen, vervangen door de wet van 4 augustus 1978 en gewijzigd door de wet van 6 april 1995, wordt aangevuld met de woorden « private omkoping ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Zitting 1995.*

Senaat.

Parlementaire bescheiden :

1-107-S.E.1995 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Lallemand cs.

1-107-95/96 :

Nr. 2 : Addendum.

1-107-96/97 :

Nr. 3 : Amendementen.

1-107-97/98 :

Nr. 4 : Amendementen.

Nr. 5 : Verslag.

Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nrs. 7 en 8 : Amendementen.

Nr. 9 : Aanvullend verslag.

Nr. 10 : Tekst verbeterd door de commissie na terugzending door de plenaire vergadering.

Nr. 11 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 juli 1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden.

1664-97/98 :

Nr. 1. : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

82-1995 (B.Z)

Nr. 40 : Beslissing van de parlementaire overlegcommissie.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 3 en 4 februari 1999.